



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 16 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 9 septembre 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, Mme DUBOURG, Mme HOLGADO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, Mme HERMILLY, M. INOCENCIO, Mme BERTHIOT, Mme BAYLE, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. ELIAS à Mme DUBOURG, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BESNAULT à M. BODIN, M. MONMARCHON à Mme MERCHADOU

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme BERTHIOT est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 23

Conseillers votants : 27

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 1

22 – FIXATION DES INDEMNITES DE FONCTION A VERSER AUX ELUS MUNICIPAUX - MODIFICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 15 avril 2014, le conseil municipal a fixé les indemnités de fonction à verser aux élus municipaux (Maire, adjoints au Maire et conseillers municipaux délégués).

Par courrier du 30 juin 2014, la Sous-Préfecture a informé la collectivité que les conseillers municipaux délégués ne peuvent pas percevoir la majoration de 15 % pour chef lieu de canton prévue à l'article R2123-23 du Code Général des Collectivités. Seuls le Maire et les adjoints au Maire peuvent la percevoir ainsi que les conseillers municipaux des communes de plus de 100 000 Habitants (article L 2123-24-1 I du CGCT).

Il est donc nécessaire de supprimer la majoration versée aux conseillers municipaux délégués à compter de la date de notification des arrêtés de délégation.

Il est demandé au conseil municipal d'accepter la modification de la délibération du 15 avril 2014, fixant les indemnités de fonction à verser aux élus municipaux.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 18/09/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20140916-17514-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK